

fiance ». Fait curieux, ce nouveau cabinet oscillera entre deux extrêmes : une position plus extrémiste (dans un premier moment) au sujet de l'Espagne : une position d'attaque contre les conditions de vie acquises précédemment par les ouvriers.

En soi, la nouvelle dévaluation, sous sa forme de « franc flottant », doit permettre à nouveau à l'économie française de maintenir ses prix au niveau de ceux du marché mondial (et cela représente forcément une amputation de capitaux) et d'autre part, au sein de l'économie de maintenir le circuit économique vers la production de guerre. Le taux peu élevé de la dévaluation de Bonnet explique la nécessité d'attaquer simultanément les conditions de vie des ouvriers et d'arriver à faire participer ceux-ci (par les impôts indirects) aux besoins de la Trésorerie.

Aucun parti de la bourgeoisie ne pouvait agir autrement dans la situation actuelle, car le maintien des rapports de classe, tels que nous les apercevons dans l'Union Sacrée, en découlait. Le parti communiste l'a vite compris et l'aggravation du cours des événements s'est exprimé par son offre de collaboration : ces Messieurs peuvent être assurés que si demain il faut des bourreaux sans scrupules, capables de plonger dans les chairs des ouvriers le fer rouge du meurtre au son de l'« Internationale », on fera appel à leurs services sans aucune hésitation. Mais momentanément, l'Exposition Universelle éclaire encore la « fraternisation des classes » et les mesures extrêmes ne sont pas indispensables.

Il y a donc dans toute cette série d'attitudes, de positions, de déclarations, la seule logique qu'impose la marche cahotique des événements et bien fou celui qui voudrait y rechercher une autre continuité. Mais la secousse de Chautemps est caractéristique, car sur l'œuvre jetée par Blum il engage très prudemment une bataille nouvelle pour maintenir le prolétariat dans le cadre actuel. Que l'on prenne, par exemple, le Congrès S.F.I.O. de Marseille, et l'on y retrouvera, dans ses expressions idéologiques bourgeoises, le grondement des situations de guerre, où les vieux moyens employés jusqu'ici pour anéantir les ouvriers, s'usent rapidement. Blum ne veut pas un dénouement immédiat et voudrait concentrer les masses sur un seul point : la lutte constitutionnelle contre le

Sénat. Il sait que Chautemps continue son œuvre à lui et qu'elle est indispensable pour le capitalisme. Zirinsky-Brocke reprennent des points du programme des centristes et préconisent une tactique d'attaque à l'intérieur comme à l'extérieur. On sait ce que cela signifie. Pratiquement, c'est la position pour la guerre impérialiste, la plus extrême dans la S.F.I.O. Quant à Pivert, c'est la coverture de gauche inévitable pour justifier la pire des collaborations, les actes les plus vils, fonction qui permet de faire passer le parti socialiste pour plus « à gauche » que le centriste.

Le parti communiste évolue à son tour dans cette situation. N'est-il pas le parti qui, né dans la période convulsée de l'après-guerre, ne pouvait vivre avec une fonction capitaliste, qu'en expulsant toute opposition et en aboutissant à la position la plus extrême des forces de la domination bourgeoise ? Il n'y avait pas de place pour deux partis socialistes, mais il y avait une place pour un parti communiste, poussant à l'extrême les solutions du capitalisme. Grâce à l'existence de la Russie, ce parti a pu s'abattre comme un morceau de plomb sur le cerveau des ouvriers et s'y maintenir sans de trop grands remous intérieurs. En France, il est certainement un des partis bourgeois les plus conséquents et les plus cohérents. A chaque tension de la situation il met à l'avant-plan (avec sa formule « Unir, Unir, Unir ») l'Union Sacrée antifasciste aboutissant au massacre des ouvriers.

Voilà donc un bref tableau du cours des événements en France : une évolution rapide qui, avec l'aggravation des situations voit le capitalisme passer d'une convulsion économique à une autre, d'une formation gouvernementale à une autre : un prolétariat, emprisonné dans l'Union Sacrée, emprisonné dans des syndicats incorporés à l'État, frappé par Chautemps au nom de l'antifascisme, et balancé entre les formations du Front Populaire, sans qu'une gigantesque impulsion de classe lui permette encore de quitter ce marais. Des grèves ont lieu, menacent de se déclarer, mais ne peuvent être contenues dans le cadre capitaliste de l'arbitrage. La C.G.T. peut lancer des menaces (dont personne n'est dupe) contre le patronat : ses syndicats peuvent organiser des grèves générales, lutter pour le rajustement des salaires. Le

fait est que ni ses menaces, ni ses ordres de grèves ne révéleront la tension des situations. L'essentiel sera plutôt de retenir les actes des ouvriers grévistes contraires aux directives syndicales, tel que cela s'est vérifié dans la grève de l'hôtellerie.

La période actuelle dont le caractère est illustré par la dévaluation et l'avènement du nouveau gouvernement Chautemps, ne verra pas se répéter le schéma de 1936 à « la pause ». Cette période, où les grèves sont déclenchées alors que l'arbitrage obligatoire existe (avec comme pendant l'économie de guerre), peut voir — bien malgré eux — les syndicats intervenir soit sous la forme sournoise qui a permis de liquider le mouvement de l'hôtellerie, soit plus brutalement. Et dans ces conditions ils éclairciraient eux-mêmes le caractère réel de la lutte que les ouvriers doivent mener. Leurs mouvements doivent être dirigés contre l'État capitaliste en tous ces gouvernements, de droite ou de gauche : ils doivent contenir la lutte implacable contre la guerre impérialiste, l'économie de guerre. Surtout, les ouvriers seraient à même de comprendre que des syndicats incorporés à l'État sont des instruments à la domination capitaliste et cette conscience, que la situation mûrit et que les fractions expriment, pourrait permettre aux ouvriers de solutionner d'une façon adéquate le problème de leurs organisations de classe.

Mais cette évolution (de syndicats reprenant progressivement leur fonction de classe) peut être tamponnée dans certaines limites par la richesse économique du capitalisme français qui vit sur des millions d'indiens. Dans ce cas, la première explosion internationale, le premier réveil des ouvriers d'un autre pays, donnerait aux ouvriers français la force et la capacité de retrouver leur chemin de classe et de nettoyer le terrain.

Les communistes interviennent donc dans tous les mouvements grévistes, mais ils tentent d'en actionner le cours non en faisant de la surenchère par rapport aux moyens employés par les socialo-centristes, ou par rapport aux objectifs tracés, mais uniquement en en faisant dévier dès le début le caractère et l'objectif : en opposant à la conception des traîtres qui placent les conflits dans le cadre des lois sociales, de l'arbitrage et dans l'orbite de l'économie de guerre ou de la subvention aux « collectivités », la conception de la

lutte révolutionnaire, contre l'appareil de la domination capitaliste, contre le gouvernement d'Union Sacrée, contre la politique des syndicats incorporés à ce gouvernement et enfin contre l'économie de guerre qui est la solution du capitalisme à ses difficultés actuelles. La seule façon de défendre la moindre revendication immédiate et d'empêcher que celle-ci ne serve contre les intérêts historiques des ouvriers, réside dans cette lutte qui, seule, correspond au climat social que nous traversons. Et toutes les conséquences qui peuvent découler d'une pareille position ne sont rien par rapport à la nécessité de la position elle-même.

Face aux problèmes de la situation en France, les militants communistes, restés fidèles à l'internationalisme, doivent d'urgence aborder le travail idéologique qui doit aboutir à la constitution d'un organisme d'avant-garde en ce pays. Négliger ce travail, c'est s'enlever jusqu'à la possibilité de comprendre les événements et c'est aussi contracter une responsabilité très grave devant les bourrasques révolutionnaires de demain. Les ouvriers ne peuvent pas agir pour constituer « spontanément » en quelques semaines, une organisation capable de les conduire vers la révolution. A défaut d'un travail préparatoire, ils connaîtront les souffrances d'un avortement si le prolétariat mondial n'intervient pas avec une Internationale pour guider des militants éprouvés vers la formation d'un parti.

Ce travail essentiel doit se faire en dehors et contre toutes les formations existantes. Des trotskistes oui, sur la question russe réalisent l'Union Sacrée avec le capitalisme mondial (défense de l'URSS) et oui sur la question espagnole ont marché avec le front impérialiste de l'antifascisme.

De tous ces groupements de trotskystes officieux (clique Molinier) ou de « communistes de gauche » interventionnistes enragés en Espagne et qui tentent sournoisement de se laver les mains aujourd'hui (Union Communiste), sans parler des succursales du parti communiste, genre « Que Faire ? ».

C'est d'une façon indépendante, en dehors et contre ces groupements, selon un tracé de travail critique intense, d'auto-critique au point de vue des positions défendues antérieurement, et d'élaboration, que les militants qui veulent lutter pour la révolution communiste doivent œuvrer.